



*SUR L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE. LE COMBAT POUR UN
AVENIR HUMAIN FACE AUX NOUVELLES FRONTIÈRES DU POUVOIR DE
SHOSHANA ZUBOFF*

[Fabien Granjon](#)

Éditions de l'Université de Lorraine | « Questions de communication »

2021/2 n° 40 | pages 455 à 472

ISSN 1633-5961

ISBN 9782384510054

DOI 10.4000/questionsdecommunication.27359

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2021-2-page-455.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'Université de Lorraine.

© Éditions de l'Université de Lorraine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Sur L'Âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir de Shoshana Zuboff

On L'Âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir by Shoshana Zuboff

Fabien Granjon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27359>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.27359

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 455-472

ISBN : 978-2-38451-005-4

ISSN : 1633-5961

Distribution électronique Cairn



Référence électronique

Fabien Granjon, « *Sur L'Âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir* de Shoshana Zuboff », *Questions de communication* [En ligne], 40 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 19 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27359> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.27359>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

FABIEN GRANJON

Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Experice, F-93200 Saint-Denis, France
fabien.granjon[at]univ-paris8.fr

SUR L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE. LE COMBAT POUR UN AVENIR HUMAIN FACE AUX NOUVELLES FRONTIÈRES DU POUVOIR DE SHOSHANA ZUBOFF

Résumé. — La notion de « *capitalisme de surveillance* » (Foster et McChesney, 2014) a récemment donné lieu à des travaux particulièrement intéressants dont deux des principales caractéristiques tiennent à ce qu'ils reposent, d'une part, sur d'érudits travaux d'enquête et de documentation et, d'autre part, sur des approches transdisciplinaires qui, en l'espèce, tiennent pleinement leurs promesses heuristiques. Dans le cadre de ce *Focus*, nous porterons plus particulièrement notre attention sur le copieux ouvrage de Shoshana Zuboff (2020). Nous mettons en lumière quelques-uns des intérêts et des enjeux essentiels qu'il révèle et discutons certains d'entre eux en nous appuyant sur une littérature qui lui fait écho et lui rend bien souvent hommage.

Mots clés. — capitalisme de surveillance, contrôle social, extraction, Internet, prédation

« À un certain moment de l'évolution des forces productives, il intervient une période pendant laquelle on crée des moyens de production et de trafic qui ne peuvent que semer le malheur dans les conditions existantes et qui ne sont plus producteurs, mais destructeurs tout au contraire, comme la machine et l'argent. »

Karl Marx, Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*

« À aucun autre moment de notre histoire, des entreprises privées jouissant d'une telle fortune, d'une telle puissance n'ont pu initier avec une telle liberté des économies d'action, avec le soutien d'une infrastructure envahissante, globale, de connaissance et de contrôle informatique et ubiquitaire, érigée et entretenue par le savoir-faire scientifique le plus perfectionné et le plus novateur que ces entreprises puissent s'offrir. »

Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*

La notion de « *capitalisme de surveillance* » (Foster et McChesney, 2014) a donné lieu à des travaux particulièrement intéressants dont deux des caractéristiques parmi les plus remarquables tiennent à ce qu'ils reposent, d'une part, sur d'érudits travaux d'enquête et de documentation et, d'autre part, sur des approches transdisciplinaires qui, en l'espèce, tiennent pleinement leurs promesses heuristiques, mêlant allègrement archéologie, histoire, économie politique, sociologie, psychologie et autres *surveillance studies*. Dans le cadre de ce *Focus*, nous porterons plus particulièrement notre attention sur le copieux ouvrage de Shoshana Zuboff (*L'Âge du capitalisme de surveillance. Intérêts et enjeux*, 2020, Éd. Zulma, 843 p.) qui, non sans brio, démontre que la surveillance joue aujourd'hui un rôle inédit dans la création de la valeur, mais aussi que « l'information qui [en est le produit et qui] ordonne et structure les échanges est devenue elle-même un capital » (Masutti, 2020 : 292). Heureux ceux qui auraient la volonté de se lancer dans une synthèse exhaustive des propos de S. Zuboff, dont le volume et la densité sont tels qu'ils nécessiteraient, en réponse, à tout le moins un autre ouvrage. Notre démarche sera ici nettement plus modeste. Nous entendons simplement souligner quelques-uns des intérêts et des enjeux essentiels que révèle l'ouvrage et discuter certains d'entre eux en nous appuyant sur une littérature qui lui fait écho et lui rend bien souvent hommage. Il s'agit donc, là, d'un exercice de critique (matérialiste) bienveillante dont nous espérons qu'il donne envie au lecteur de s'intéresser plus avant aux arcanes de la surveillance à l'ère de l'économie numérique.

Du capitalisme de surveillance

Dès l'incipit de *L'Âge du capitalisme de surveillance*, S. Zuboff (A. C. : 9)¹ donne une définition de son objet de recherche. Qu'est-ce donc que le capitalisme de surveillance ?

¹ La mention A. C. renvoie à *L'Âge du capitalisme de surveillance*.

« 1. Un nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente ; 2. Une logique économique parasite selon laquelle la production des biens et des services est subordonnée à une nouvelle architecture globale de modification des comportements ; 3. Une mutation dévoyée du capitalisme marquée par des concentrations de richesse, de savoir et de pouvoir sans précédent dans l'histoire humaine ; 4. La structure fondatrice d'une économie de surveillance ; 5. Une menace pour la nature humaine, au ^{xxi}^e siècle, aussi cruciale que l'a été le capitalisme industriel pour le monde naturel aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles ; 6. L'origine d'un nouveau pouvoir instrumentarien [Big Other] qui affirme sa domination sur la société et lance des défis inédits à la démocratie de marché ; 7. Un mouvement qui vise à imposer un nouvel ordre collectif fondé sur la certitude absolue ; 8. Une dépossession des droits humains essentiels mieux comprise comme *coup* d'en haut : un renversement de la souveraineté du peuple ».

Le capitalisme de surveillance, comme envisagé par S. Zuboff, décrirait donc la dernière évolution en date du capitalisme. Fondé sur l'essor des infrastructures numériques et des « architectures du choix », il permettrait, en canalisant l'attention, l'avènement d'une nouvelle dynamique d'accumulation du capital, laquelle repose sur un extractivisme prédateur et conduit à l'extension de l'arraisonnement biopolitique des existences. Il serait donc une étape importante dans l'émergence d'une nouvelle gouvernamentalité au service de la production d'attitudes conformes aux exigences fonctionnelles de l'économie contemporaine et des rapports sociaux dominants lui correspondant.

Au sein du capitalisme de surveillance, le *contrôle social* ne se contente plus d'être un ensemble d'instruments, de procédures d'escorte et de mise sous tutelle – mâtinant coercition et hégémonie (Gramsci, 1978) – assurant les conditions de possibilité de l'exploitation de la force de travail, de la circulation et de la consommation des marchandises, ainsi que de la création de la valeur. Il est le cœur même d'un nouveau marché qui repose sur des capacités inédites à tirer profit de l'expérience humaine : un *marché des comportements futurs* qu'il s'agit de gouverner (Mayer-Schönberger et Ramge, 2018). Autrement dit, S. Zuboff estime que l'économie numérique rend aujourd'hui possible l'émergence d'un pouvoir d'une ampleur inouïe s'adossant à une surveillance généralisée des vies, dont les grands ordonnateurs et bénéficiaires sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, etc. ; Smyrniotis, 2017), lesquels possèdent les dispositifs de captation, de stockage, d'analyse (*datafication*, *machine learning*, IA) et de commercialisation des traces numériques laissées en continu par des milliards d'utilisateurs fréquentant une variété toujours plus importante de plateformes (réseaux sociaux numériques, *user generated content*, vente en ligne...). Ces traces sont constituées par les contenus que déposent en ligne les internautes (textes, photos, vidéos, etc.), mais aussi par les actions qu'ils déploient (chercher, commenter, visionner, etc. – c'est-à-dire, par exploitation des data logs), ainsi que par les trajectoires qu'ils empruntent (une balistique numérique). Le capitalisme de surveillance repose donc sur les capacités de valorisation de la collecte de masse (*big data*) qui, d'une part, autorisent à renforcer considérablement les velléités autoritaires de certains régimes (y compris « démocratiques ») et, d'autre part, contribuent à affermir les pratiques de guidage des conduites permettant

de maximiser les profits. Dans un cas comme dans l'autre, plus les dispositifs de surveillance se trouvent en mesure de récolter et de traiter des informations (le développement des intelligences artificielles [IA] est à cet égard crucial), plus ils se donnent les moyens de leur efficacité. Aussi tout est-il organisé pour (r)amasser le maximum de données. Aux affordances des outils numériques qui sont autant d'incitations explicites à *faire*, s'ajoutent des *programmes d'action* qui orientent plus insidieusement les pratiques en ligne (notamment *via* les recommandations algorithmiques), ainsi qu'un répertoire de conditions générales d'utilisation, de licences, de politiques de confidentialité et autres contrats d'adhésion (accords au clic), dont on sait qu'elles ne sont guère lues, mais rendent légal le pillage des données personnelles – parfois sensibles – et poussent les utilisateurs à renoncer, le plus souvent à leur insu, à une partie toujours plus importante de leur vie privée (*privacy*).

« Le capitalisme de surveillance revendique unilatéralement l'expérience humaine comme matière première gratuite destinée à être traduite en données comportementales. Bien que certaines données soient utilisées pour améliorer des produits ou des services, le reste est déclaré comme un *surplus comportemental* propriétaire, qui vient alimenter des chaînes de production avancées, connues sous le nom d'"intelligence artificielle", pour être transformé en *produits de prédiction* qui anticipent ce que vous allez faire, maintenant, bientôt, plus tard. Enfin, ces produits de prédiction sont négociés sur un nouveau marché, celui des prédictions comportementales, que j'appelle les marchés des comportements futurs » (A. C. : 25). Ainsi présentée, la chose est déjà fort inquiétante, mais le caractère effrayant du phénomène se trouve largement renforcé quand on prend conscience de trois faits supplémentaires amenés à travailler de concert :

1. la publicité, toujours plus profilée, s'avère de plus en plus efficace dans sa compétence à faire toujours mieux correspondre les attentes des consommateurs-internautes à des produits et des services singuliers (Mattelart et Vitalis, 2014) ;
2. le surplus comportemental n'est pas uniquement un enregistrement-traitement d'actes exercés en toute liberté, mais *l'inscription* (par exemple, la mise en écriture et en script), dans les mémoires du capitalisme de surveillance, de comportements qui sont le résultat de prescriptions diverses dont il se trouve à l'origine. Autrement dit, si la surveillance numérique se fonde sur une observation continue des comportements (littéralement sa matière première) toujours plus efficiente, elle contribue aussi largement à produire les attitudes qu'elle examine et devient, de ce fait, tendanciellement autoréférentielle ;
3. le capitalisme de surveillance ne saurait se contenter des « capteurs » sur lesquels il s'appuie d'ores et déjà (*hardware* et *software* : ordinateurs, tablettes, smartphones, montres connectées, plateformes, géolocalisation, cookies, trackers...), mais entend amplifier ses capacités de mise à nu des existences.

Il vise une extension permanente des domaines de la dépossession et compte, à cet égard, sur le développement des *objets connectés* (un *commerce du réel* ajoutant l'exécution à l'extraction) pour récupérer de nouvelles données personnelles documentant la moindre parcelle de particularité, y compris la plus intime (*accumulation du surplus*) : « L'évolution vers les économies de gamme définit une nouvelle série d'objectifs : le surplus comportemental se doit non seulement d'être volumineux mais également varié. Ces variations se développent selon deux axes. D'abord l'*extension* des opérations d'extraction du monde virtuel au monde "réel". [...] Un second axe : la *profondeur*. [...] L'idée est la suivante : on pourrait extraire un surplus comportemental hautement prédictif – et donc hautement lucratif – des fonctionnements les plus intimes de l'individu » (A. C. : 274).

Le capitalisme de surveillance aspire donc à trouver les moyens d'identifier et de catégoriser tout ce qui participe de la singularité des sujets (affects, goûts, dispositions, compétences, etc.) et fait de chaque acte, un *actif* à pourchasser, à catégoriser et à vendre. Il se fonde sur un *impératif d'extraction* qui n'a de cesse de vouloir élargir ses capacités d'exploitation des données personnelles des utilisateurs, dans un souci d'économie d'échelle : « Grâce à l'accès unique de Google aux données comportementales, il serait désormais possible de savoir ce qu'un individu *particulier* à un moment et dans un lieu particuliers pense, sent et fait ». Aussi, « le moment précis où nos besoins sont satisfaits est aussi le moment précis où on pille nos existences pour des données comportementales, et tout cela au profit d'autres » (A. C. : 115, 82). La satisfaction de ses besoins (non essentiels) qui situent les usages du numérique du côté de l'épanouissement et de l'utilité est également, et en même temps, une forme exemplaire de domination qui idéalement cherche à « produire du passage à l'acte sans formation ni formulation de désir » (Rouvroy et Berns, 2013 : 177). Et c'est évidemment cette double nature qui rend le processus général pervers, en ce qu'il facilite, voire arrache le consentement. S. Zuboff (A. C. : 194) identifie plus précisément quatre moments dans le cycle d'extraction : l'*incursion* (pénétration insidieuse des objets, des services, des applications au sein de la texture des existences), l'*accoutumance* (ancrage des usages par habitude dans un mélange de plaisir, d'impuissance et de résignation), l'*adaptation* (ajustements tactiques des politiques d'extraction – réponses rapides aux critiques) et la *redirection* (ajustements stratégiques des politiques d'extraction – mise en acceptabilité et régulation institutionnelles cherchant à contrer autant la culture libriste et le communalisme numérique que les tenants du droit d'auteur).

Ces velléités à rendre visibles et lisibles les existences (mise à nu et mise au pas allant de paire) sont, selon S. Zuboff (A. C. : 274), au principe d'un nouveau type de pouvoir qu'elle nomme *instrumentarisme* (Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, en 2013, parlent de *gouvernementalité algorithmique*). Le pouvoir instrumentarien fournit aux marchés de quoi s'ajuster précisément à leurs clients, mais, de surcroît, il produit lesdits clients et étalonne lui-même les marchés, rendant ainsi la prédictibilité toujours plus efficiente, car « la méthode la plus infaillible pour

prédire les comportements est encore d'intervenir à leur source ». Le capitalisme de surveillance développe ainsi des *économies d'action* au sein desquelles les clients privilégiés sont les entreprises (annonceurs) qui lui achètent des informations permettant des cibages précis et donc de développer des politiques d'adresse véritablement agissantes. Mais aussi le rémunèrent-elles pour sa capacité à engendrer et façonner les marchés dont elles ont besoin par manipulation et conditionnement-renforcement des comportements des internautes. Les conditions idéales de fonctionnement de cet *instrumentarisme* tiennent *a minima* à trois éléments : d'une part, son efficace propre, pour l'essentiel technologique quant à ses outils d'extraction-analyse (que S. Zuboff nomme *l'intelligence machine*) ; d'autre part, sa capacité à rendre ses infrastructures indispensables (par exemple par la gratuité), ses utilisateurs dépendants et donc à rendre aussi de plus en plus coûteuses (socialement, économiquement, etc.) les logiques de refus ou d'exit (déconnexion) ; enfin, son aptitude à configurer une superstructure légitimant l'affirmation de soi, ainsi qu'à produire et encourager une culture s'appuyant sur l'expressivisme, les identitarismes et le consentement à s'« extimiser », révisant sans cesse à la baisse les normes sociales de la contention de soi.

Sous cet aspect, le capitalisme de surveillance consiste en un *aggiornamento* conséquent du processus de civilisation et à une révision conséquente des jeux de contrôle/décontrôle des comportements, que la juriste Margaret Radin décrit à raison comme une *expropriation du privé* ou que David Harvey (l'une et l'autre mentionnés par S. Zuboff) peint comme un *processus d'accumulation par dépossession*. La notion de *réification* vient également naturellement à l'esprit, car le capitalisme de surveillance décrit une mise en objet généralisée de sujets « aplatis dans la dimension unique des équivalences » (A. C. : 288) : « Pour que chaque utilisateur puisse avoir son propre Google [...], il faut que Google possède chaque individu. [...] Ces méthodes réduisent les individus au plus petit commun dénominateur de la similitude – un organisme parmi les organismes – en dépit de toutes les différences vitales qui font que nous ne sommes pas similaires » (A. C. : 354, 504). Le modèle d'individuation-autonomisation du capitalisme de surveillance se résume *de facto* à une logique d'individualisation-surexposition à dessein commercial (ou politique – voir la retentissante affaire Cambridge Analytica – Manokha, 2018) à laquelle il sera de plus en plus difficile d'échapper et dont on peut présager que la possibilité de s'en distancier sera indexée à des dispositions, des compétences et des capitaux inégalement présents au sein de l'espace social.

Mais à ce phénomène d'expropriation s'ajoute une autre forme de domination conduisant à un renforcement de certaines asymétries quant à la *division du savoir dans la société* : « Le fossé entre ce que je peux savoir et ce qui peut être su à mon sujet s'élargit, créant un abîme plus qu'inquiétant encore entre ce que je peux faire et ce qu'on peut me faire. Le savoir illicite et le pouvoir injustifié du capitalisme de surveillance [...] menacent de défaire la démocratie tout en refondant l'ordre social » (A. C. : v). La logique de sujétion portée par le capitalisme de surveillance se présente donc aussi comme une forme de *prolétarianisation*, en ce qu'elle prive l'utilisateur de la

pleine maîtrise de ses savoirs (être/faire). En convoquant Gilbert Simondon (2017 – ce que S. Zuboff ne fait pas), on pourrait avancer que le capitalisme de surveillance façonne effectivement un utilisateur *désindividué* dont les modes d'existence s'avèrent de plus en plus dépendants des technologies numériques et indexés à des logiques d'exposition et de remise de soi au capitalisme de surveillance.

Cette dépossession des connaissances de/sur soi est qualifiée par S. Zuboff (A. C. : 248-255) de « principe axial de l'ordre social [et de son contenu moral] dans une civilisation de l'information ». Et de préciser : « La maîtrise de la division du savoir dans la société commence avec ce que j'appelle le *problème des deux textes*. Les mécanismes spécifiques du capitalisme de surveillance contraignent à la production de deux "textes électroniques" au lieu d'un seul. S'agissant du premier texte, nous sommes ses auteurs et ses lecteurs. Ce texte familier destiné au public est célébré à juste titre, car il met entre nos mains l'univers des informations et des connexions. Google Search codifie le contenu informationnel de l'Internet. Le fil d'actualité de Facebook tisse les liens du réseau. Une grande partie de ce texte destiné au public est composé de ce que nous inscrivons sur ses pages : posts, blogs, vidéos, photos, conversations, musique, histoires, observations, *likes*, tweets, bref, tout le grand brouhaha de nos vies captées et communiquées. Sous le régime du capitalisme de surveillance, cependant, le premier texte n'est pas le seul : il traîne derrière lui une ombre. Le premier texte [...] fonctionne vraiment comme une opération d'approvisionnement pour le second texte : le *texte fantôme*. Toutes les contributions que nous avons apportées au premier texte, si triviales ou si fugaces soient-elles, deviennent une cible pour l'extraction du surplus [comportemental]. Ce surplus remplit les pages du deuxième texte qui est dissimulé à notre vue : "en lecture seule" pour les capitalistes de surveillance » (A. C. : 255-256).

Ce sur quoi insiste ici S. Zuboff (A. C. : 257) tient à ce que le *texte fantôme* transcrit finalement toujours beaucoup plus que ce que nous voulons bien dire de nous, davantage que ce que nous pouvons connaître de nous-mêmes et, surtout, que ce *gap* entre ce qui est *visibilisé* et *fait*, d'une part, et ce qui est *su* par les capitalistes de surveillance et *vendu* à d'autres que les utilisateurs, d'autre part, ne semble pouvoir être comblé : « Le résultat est que la division du savoir est à la fois le principe dominant de l'ordre social dans notre civilisation de l'information et l'otage, déjà, de la position privilégiée du capitalisme de surveillance comme rédacteur dominant, propriétaire et gardien des textes. [...] Le capitalisme de surveillance a été en mesure d'imposer à notre insu un contrôle considérable sur la division du savoir, sans que nous ayons aucun moyen de le combattre ». Et ce contrôle sera d'autant plus important qu'il aura réussi à amoindrir, d'une part, à un niveau collectif, les régulations législatives (les GAFAM possèdent des armées de lobbyistes) et, d'autre part, à un niveau individuel, les remparts de la prise de conscience des fonctionnements prédateurs du capitalisme : « La nécessité compétitive des économies d'action signifie que les capitalistes de surveillance doivent avoir recours à tous les moyens pour substituer l'action hétéronome à l'action autonome » (A. C. : 414-415).

Surveillance et rapports sociaux

Pour S. Zuboff (A. C. : 263), « L'«invasion de la vie privée» se présente donc désormais comme une dimension prévisible de l'inégalité sociale ». Elle insiste sur le fait que les capitalistes de surveillance « se sont entièrement accaparés la division du savoir dans la société » (A. C. : 472), réduisant ainsi ledit savoir aux analyses des données personnelles (incorporation du savoir dans le capital fixe de l'*intelligence machine*) portées par une *classe vectorialiste* (Wark, 2018), mais passant sous silence le rôle joué par le champ de la connaissance (scientifique, experte, ordinaire) et par le savoir comme fondement de la force productive dans la dynamique générale du capitalisme (mais c'est là un autre problème). De fait, l'un des attributs de la *dataveillance* (Clarke, 1988) est qu'elle repose sur une asymétrie entre les surveillants qui possèdent la propriété et la maîtrise des processus de captation et d'analyse des comportements (moyens de surveillance), ainsi que des données en résultant (produits de surveillance), et les surveillés qui sont exclus de la possession et du contrôle des « résultats » de leurs propres actions (*algorithmic knowledge gaps* ; Cotter et Reisdorf, 2020) : « L'accès des sujets à leurs données personnelles et leurs traitements doit rester quasiment impossible car après un temps très court de captation et de rétention, l'effet de recouplement fait croître de manière exponentielle la somme d'information sur chaque sujet » (Masutti, 2020 : 264).

Cette insistance sur les *inégalités algorithmiques et prédictives* (Wilson et al., 2019) est également le point de départ de la réflexion que Massimo Ragnedda (2020 : 4) consigne au sein de son dernier ouvrage, pour qui le capitalisme de surveillance – qui n'est toutefois jamais désigné en ces termes – ferait émerger une nouvelle forme d'inégalité (une fracture numérique de « quatrième niveau » – après la fracture d'équipement, celle des usages et celle de la conversion des pratiques en ligne en bien-être social effectif), laquelle donnerait naissance à une *sous-classe numérique* (*digital underclass*), caractérisée par un empêchement sévère à déployer des usages du numérique réellement émancipateurs : « La sous-classe numérique comprend non seulement les populations en marge de la société digitale, qui fréquentent peu ou pas l'Internet, mais aussi celles qui n'ont pas les compétences numériques pour échapper à la surveillance, protéger leur vie privée, améliorer leur sécurité et, surtout, pour échapper aux flux dans lesquels les algorithmes enferment leurs pratiques ». La notion d'*underclass* initialement proposée par William J. Wilson (1987) pour décrire le sous-prolétariat urbain aux États-Unis, est mobilisée par M. Ragnedda pour insister sur le fait que le capitalisme de surveillance assigne les populations d'internautes les plus défavorisées dans une position de consommateurs. L'opacité des procédures de surveillance couplée à ce que cette dernière permet de produire, à savoir une personnalisation accrue des services, concourent à maintenir les « usagers populaires » les moins armés pour saisir que *leur* Internet est une construction commerciale, dans une position de passivité, sans réel moyen de se défaire de la rationalité marchande qui prévaut à l'existence et au design des univers

numériques qu'ils fréquentent. À l'aune du capitalisme de surveillance, ce ne sont pas les « exclus » du numérique (faibles usagers, *drop-outs*), mais les plus intégrés qui s'avèrent être, de fait, les plus inégalement traités. C'est là un point crucial qui suggère qu'il n'est pas suffisant d'envisager les inégalités sociales-numériques sous l'angle unique du manque ou de l'apparente défaillance. En l'espèce, être en mesure de développer des usages avancés de l'informatique connectée n'est en rien synonyme de pratiques d'affranchissement, ceux-ci se trouvant même souvent au fondement d'un renforcement de l'assujettissement. À cela s'ajoute que si le capitalisme de surveillance configure ses dispositifs afin de maximiser la création de valeur, il les *informe* également à partir de représentations, de stéréotypes, de valeurs affectées de « biais discriminatoires » ayant pour conséquence d'éloigner automatiquement certains individus – du fait de leurs origines ethniques, culturelles, de classe, etc. (Ruha, 2019) – des opportunités de conversion de leurs usages en gains effectifs de bien-être. La surveillance se fonde sur une ingénierie sociale des inégalités (*engineered inequity*) susceptible de créer ce que Virginia Eubanks (2018) nomme des « *hospices numériques* » (*digital poorhouses*), c'est-à-dire des espaces de pratique en ligne conformés pour des catégories sociales particulières – ainsi détournées d'autres lieux –, renforçant les inégalités sociales existantes.

En effet, il faut rappeler que les inégalités ne sont pas seulement le produit (*ex post*) du capitalisme de surveillance, mais qu'elles se trouvent aussi au principe même (*ex ante*) des conditions de possibilité du déploiement de ce dernier. Pour le dire autrement, si la surveillance produit ou renforce des inégalités, elle ne peut s'exercer sans l'existence d'inégalités préalables qui en assurent le déploiement notamment incarné dans le principe d'asymétrie évoqué *supra*. Car l'une des caractéristiques de la *dataveillance* est qu'elle suppose un agrément des dispositifs qu'elle propose à l'usage. Si l'engagement dans la pratique est évidemment l'objet d'incitations diverses et variées reposant sur la mise en acceptabilité des infrastructures de surveillance, laquelle entend notamment cacher une partie de leur « essence », ce n'est toutefois pas la seule force des discours et des affordances qui font plonger les utilisateurs dans l'ignorance, l'inadvertance ou l'adhésion. Les accommodements facilitant la participation au capitalisme de surveillance sont aussi de nature dispositionnelle, précipités des manières de faire, de penser, de ressentir des individus qui sont pris dans ses rets. L'égalité réifiante (tous objets !) du capitalisme de surveillance tend à faire oublier, à l'instar de S. Zuboff, que les usages du numérique sont portés par des logiques d'usage et des modes différenciés d'appropriation travaillés par les structures objectives de la société.

Si les individus se font surveiller de la même manière (soumis aux mêmes dispositifs), les résultats de la surveillance ne sont certainement pas identiques. D'une part, parce que les pratiques qu'ils observent ne sont pas les mêmes. Elles sont le produit de transferts de penchants de classe au domaine technologique qui conditionnent les modes de familiarisation au numérique, définissent l'acquisition des habiletés nécessaires (sensori-motrices et cognitives) et prescrivent la

place attribuée à l'utilisation des machines dans la construction de soi, des identités de genre, d'âge, de classe ou encore de métier. D'autre part, le surplus comportemental diffère dans la mesure où les préventions que les usagers mettent éventuellement en œuvre pour amoindrir leur exposition relèvent, elles aussi, de traductions praxéologiques de rapports sociaux. De même, la manière dont les prescriptions (publicité ciblée, recommandations, incitations diverses) sont reçues et actualisées n'est certainement pas homogène. Christophe Masutti (2020 : 407-408) insiste à juste titre sur le fait que le capitalisme de surveillance n'opère pas seulement un conditionnement des usages, mais se présente plutôt comme « une manière d'influencer notre rapport au monde. [...] Google ne fait pas qu'anticiper nos demandes (et nos désirs), il conditionne directement la relation cognitive entre la représentation de ce que nous cherchons et ce que nous formulons afin de le chercher ». Et si cette relation cognitive est une relation technologiquement ancrée, elle est aussi fondamentalement sociale. Elle dépend de ressources inégalement distribuées dans l'espace social, qui pèsent sur les moyens financiers et les habiletés techniques, mais également sur les accomplissements pratiques pris en tension entre un *probable toujours suggéré* et un *possible toujours à construire* contre les évidences.

Les artefacts de surveillance promeuvent de nouveaux référentiels, guident les conduites, produisent des habitudes et se trouvent en capacité de façonner des dispositions technocadrées susceptibles de favoriser les procédures d'extraction. C'est sans doute ce caractère d'auto-engendrement qui fait toute la force de ce capitalisme de surveillance : il (entre)mêle, en quelque sorte, au sein d'un même dispositif, infrastructure et superstructure ; moments objectifs et subjectifs. Il vise et arrive à façonner des personnalités sociales plus indexées à ses nécessités, non en les mettant classiquement au travail, mais en exploitant et en recadrant leurs sensibilités, leurs raisonnements, leurs intérêts, etc., en dehors même de toute activité réellement productive. L'expression en ligne libérée, la baisse du coût d'entrée dans des espaces publics plus décloisonnés, la possibilité de fréquenter des contenus symboliques et des univers sociaux nettement plus diversifiés, la multiplication de services facilitant la vie (géolocalisation, vente en ligne, regroupement des services, etc.), voilà qui pourrait être considéré comme des signes d'émancipation tirés d'une activité hors travail, mais ces flux et ces données ordinaires participent en fait, aussi, au fonctionnement du capital.

Avec le capitalisme de surveillance, les réseaux d'ajustement économique et existentiel (de la Haye, 1984) se confondent de manière inédite, portés par une même architecture. Les technologies numériques, en tant que forces productives, ont permis que se développent de nouvelles conditions générales d'innovation, de production, de circulation et de consommation et les GAFAM, auxiliaires du capital, assurent leur optimisation en permettant qu'elles s'ajustent à la variété des existences, mais aussi en accommodant celles-ci aux besoins afférents à la maximisation du profit. Et du côté du sujet (terrain que les recherches sur le capitalisme de surveillance n'arpentent pas), répétons-le, ce mouvement récuratif

ne s'applique évidemment pas de la même façon pour chacun. Selon la place que les individus occupent dans l'espace social, leurs manières de se laisser *surveiller* et *soliciter* divergent, reflétant le jeu des rapports de classe et des inégalités au sein duquel ils sont inévitablement pris. Nombre d'enquêtes montrent qu'il existe une correspondance entre l'espace des pratiques numériques et l'espace des positions sociales, sans que celle-ci ne soit de l'ordre de l'uniformité. La *dataveillance* n'y échappe pas, mais S. Zuboff semble ne pas s'y intéresser, empêchée par son fonctionnalisme qui doit beaucoup à la thèse d'Alfred Chandler Jr sur le capitalisme managérial (1999). La surveillance devrait être plus précisément interrogée « en réception », en lien avec les représentations, envies, appréciations, intérêts, goûts et *sens pratiques* de ceux qui en sont les cibles. Aussi, pour être en mesure d'évaluer pleinement son efficacité, faudrait-il l'appréhender dans sa « cohérence » avec les conditions de production des expériences sociales des utilisateurs et les contraintes externes qui cadrent leurs investissements pratiques.

Le capitalisme de surveillance sur le grill

L'*opus magnum* de S. Zuboff a également donné lieu à quelques autres critiques. Outre le fait d'avoir été accusée de manquer de *fair-play* quant à l'usage du syntagme « capitalisme de surveillance », en ne précisant pas qu'il s'agit d'une expression forgée originellement par John Bellamy Foster et Robert W. McChesney (2014), il est des reproches plus conséquents. Pour Evgeny Morozov (2020), par exemple, la principale faiblesse du travail de S. Zuboff tient au registre de l'indignation qu'elle mobilise tout au long de son ouvrage et dont il lui semble qu'il n'est pas à la hauteur des enjeux qu'elle met indéniablement en lumière. L'enseignant de Harvard y voit une forme de rédemption eu égard au fait que S. Zuboff semblait encore, ces dernières années, plutôt bien tournée vis-à-vis de la nouvelle économie numérique dans laquelle elle continuait à voir des promesses d'émancipation. Plus fondamentalement, E. Morozov estime que la démarche critique de sa retraitée collègue n'est pas assez radicale en ce qu'elle ne s'attaquerait qu'à la marge aux véritables racines du mal, à savoir le capitalisme – fut-il « de surveillance » – en tant qu'il décrit un système d'exploitation structurelle. De surcroît, il lui est reproché de ne guère s'intéresser (et donc de ne pas se confronter) aux élaborations théoriques portant sur le postfordisme, le capitalisme cognitif, etc. Tout se passe comme si, affirme E. Morozov, elle était seule au monde dans ses velléités à penser le capitalisme contemporain. L'ouvrage de S. Zuboff serait d'ailleurs davantage un travail sur la surveillance et le monitoring social à l'ère du numérique que sur les évolutions de fond du régime capitaliste. Il n'arriverait pas franchement à démontrer que la logique extractiviste serait le point nodal de l'économie, mais seulement le modèle d'affaire des entreprises numériques (Guillaud, 2021).

Dans cette propension à faire du capitalisme de surveillance une révolution faisant table rase de ce qui lui préexistait (un nouvel ordre économique), S. Zuboff (A. C. : 415) en vient à considérer que la lutte pour le pouvoir et le contrôle tient à la capacité à masquer l'efficacité de l'extractivisme numérique et non plus seulement à masquer les rapports sociaux de classe. On a là l'idée que l'exercice des dominations est *d'abord* assuré par un accompagnement idéologique visant à cacher. Certes, la méconnaissance – voire l'ignorance – est un levier tout à fait central parmi les conditions de possibilité d'imposition d'un pouvoir, mais il est difficile de considérer qu'il s'agit là de l'élément central de ce nouveau régime capitaliste. Et S. Zuboff (A. C. : 460 et sq.) d'en convenir quelques pages plus loin, identifiant d'autres ressorts de l'efficacité de l'idéologie numérique (dépendance, inclusivité, processus d'identification, autoritarisme, inévitabilisme, etc.). Cette dernière ne se contente donc pas de (se) cacher, mais, surtout, elle n'est assurément pas le cœur du réacteur capitaliste.

Si l'on peut convenir que « nous sommes passés en quinze ans d'une *automatisation des flux d'information nous concernant* à une *automatisation de qui nous sommes* » (A. C. : 457), la chose ne s'est pas imposée par le seul travail de l'idéologie. On peut faire là, à S. Zuboff, le reproche que Alain Bihr et Michel Husson (2020) ont adressé à Thomas Piketty, à savoir la minoration de l'importance des rapports sociaux de production au profit d'une critique qui maximise la question du pouvoir et de l'idéologie. Les questions ayant trait aux modes de production, aux régimes de propriété, à la balance salaires-profits, au partage de la valeur ajoutée, etc. n'intéressent pas franchement S. Zuboff. Autrement dit, le pouvoir instrumentarien qui est considéré, dans le cadre théorique du capitalisme de surveillance, comme la dynamique centrale d'un nouvel ordre économique, n'est finalement qu'un des mouvements – certes important – dudit ordre. Le capitalisme contemporain ne saurait, en fait, se résumer à la seule logique de surveillance : « La chasse au surplus comportemental devient la cause, et non l'effet, des pratiques des entreprises technologiques » (Morozov, 2020) et les moyens de production n'auraient vocation, sous la plume de S. Zuboff (A. C. : 471), qu'à servir les « moyens de modification des comportements ».

Les recherches menées sur le capitalisme cognitif (Fumagalli et al., 2019 ; Moulier Boutang, 2007) ou le *digital labor* (Casilli, 2019 ; Fuchs, 2014) et ses entours, par leur intérêt pour le travail (S. Zuboff estime, pour sa part, que nous sommes passés d'une division sociale du travail à une division sociale du savoir), semblent, par exemple, plus à même de saisir la dialectique entre le capitalisme de surveillance et les autres formes de capitalisme postfordistes. Le recours de plus en plus massif à l'informatique connectée ne conduit pas à une disparition du travail, mais à son intensification : accroissement sensible des rythmes, injonction à la disponibilité, à la flexibilité, à la mobilité, densification de la surveillance, etc. Le trait peut-être le plus marquant tient à la mise au travail permanente de la vie, dans la mesure où ce qui est exploité ne relève pas seulement de compétences acquises à savoir faire et penser (une force de travail physique

ou intellectuelle), mais aussi des dimensions affectuelles et motivationnelles et notamment des capacités à s'engager à corps et à temps perdus (jusqu'au *burn out*) dans l'activité salariale pour laquelle on se voit éventuellement rémunéré. S. Zuboff n'aborde à aucun moment le fait que le capitalisme numérique a aussi entrepris « de convaincre les salariés que la vraie vie, c'est la vie au travail, que c'est au travail que l'on s'accomplit vraiment, que la réalisation de soi, c'est dans et par le travail » (Lordon, 2019). Ce point aveugle du travail de S. Zuboff est d'autant plus surprenant qu'il résonne pourtant avec certains des arguments qu'elle développe par ailleurs, mais aussi avec certains de ses travaux antérieurs (1988 ; 1996 ; avec Cloutier, 2018).

La reconfiguration contemporaine du travail, sous les conditions du numérique qui en assure l'effectivité (c'est-à-dire une accumulation de pouvoir et le contrôle du procès de travail), est portée par une valorisation de la singularité, de la subjectivité, de la personnalité et des dispositions de chacun, lesquelles sont formatées, par un contrôle social étendu, au plus près des exigences du système productif, notamment quant à la nécessité de l'amoindrissement des frontières entre les sphères intime, privée, publique et professionnelle, censé ouvrir un nouvel horizon créatif, de tous les instants. Nous ne sommes pas entrés dans l'ère de la fin du travail, ironise Andrea Fumagalli (2015, 14, 50-51), mais dans celle du « travail sans fin » : « Il s'agit de mettre systématiquement la population au travail, en s'assurant qu'elle soit en même temps adaptée au travail et dépendante du travail. [...] L'individualisme contractuel que cela suppose représente le cadre institutionnel et juridique à l'intérieur duquel le processus d'émulation et de compétition individuelles tend à devenir le fil rouge du comportement du travail ». Même si les liens de subordination s'assouplissent sur fond de participationnisme, de coopérativisme et au motif d'une libération de la créativité et d'une intellectuelleté diffuse (le *general intellect* marxien du « fragment sur les machines » des *Grundrisse* qui n'est plus seulement capital fixe, mais aussi travail vivant – Marx, 2018), le *biopouvoir* capitaliste s'accompagne d'une expropriation des capacités vitales des individus et de transactions de travail pas moins asservissantes, puisque leur principe est celui d'une remise de soi complète à l'employeur (la vie entière soumise à la valeur). Au surplus, celle-ci peut également se coupler à des formes dégradées de travail abstrait auxquelles les personnels les plus qualifiés n'échappent pas (réunionite, bureaucratisation accrue, perte de sens, etc.) et que David Graeber (2018) qualifie de « *bullshit jobs* » (jobs à la con), lesquels peuvent être vus comme le pendant, pour les *grands* du « cognitariat », des « jobs de merde » des *petits* surexploités.

Aussi, faisant pièce avec cet oubli du travail productif (et de ses combats), n'est-il pas étonnant de constater que, pour lutter contre le capitalisme de surveillance, S. Zuboff en appelle *in fine* à la stupéfaction, à l'indignation (domaines des sentiments et des idées) et à ce qu'elle appelle la *contre-déclaration*, c'est-à-dire l'ensemble des procédures permettant pratiquement de préserver sa vie privée, de se réapproprier ses données (à tout le moins en ralentir la fuite) et de se sortir

de la dépendance numérique. S'il n'est évidemment pas inutile de tenter de gripper la machine extractiviste et de gagner en réflexivité, on reste toutefois, par ces propositions, dans le domaine d'un techno-solutionnisme (Morozov, 2014) mâtiné d'émotions dont on voit mal les débouchés en termes de luttes sociales plus globales. Il y a là comme un appel à se rebeller chacun dans son coin, armé de sa clé de chiffrement, afin de resanctuariser les sphères privées et intimes. Les propositions de S. Zuboff se fondent alors sur « une sanctification de l'individu libéral : face aux dérives du capitalisme de surveillance, son horizon est essentiellement celui de la protection de la souveraineté des choix du consommateur isolé » (Durand, 2020 : 123). On est assurément loin de la lutte des classes, de la conflictualité sociale visant à des changements sociaux concrets et d'ampleur ou même seulement des mouvements de *production de communs* (Dardot et Laval, 2014) : « La solution semble plutôt consister à s'échapper » (Guillaud, 2021).

Surtout, à prendre une partie (la surveillance) pour le tout (le capitalisme), on cantonne logiquement la vie, les subjectivités rebelles et les espaces publics oppositionnels (Negt, 2007) à la seule sphère numérique ; et de se demander, alors, si cette assignation à résidence technologique ne sert pas, *in fine*, le système contre lequel il s'agit de lutter. Hubert Guillaud (2021) note ainsi que S. Zuboff se fait l'écho de l'idéologie qu'elle dénonce par ailleurs : « elle oublie de la critiquer pour ce qu'elle est : une erreur de raisonnement systémique, qui pense qu'il suffit de produire toujours plus de données pour comprendre le monde ou que la société est réductible à sa modélisation. [...] Elle finit par répéter le discours marketing qu'elle entend critiquer, comme finalement fascinée par ce que la technologie permet ». Pour contrer le capitalisme de surveillance, C. Masutti (2020 : 436) propose, pour sa part, de s'appuyer sur une éthique de la participation et plus précisément sur le principe de *préfiguration* qu'il emprunte à Marianne Maeckelbergh (2011), lequel décrit une démarche organisationnelle « où le fonctionnement interne du collectif est aussi important que l'alternative elle-même proposée comme une solution possible ». Il y voit là un commencement consistant à ne pas faire allégeance aux structures hiérarchiques et normatives ayant assuré la croissance du capitalisme de surveillance.

S. Zuboff (A. C. : 577) octroierait, en fait, une efficacité au capitalisme de surveillance qu'il n'aurait pas, dans tous les cas, pas dans les dimensions qu'elle lui accorde (l'informatique, avance-t-elle, « remplace la vie politique d'une communauté en tant que socle de la gouvernance »). Bien qu'il rencontre des conditions indubitablement profitables à son développement (« l'obsession de "l'information totale" » et l'« exceptionnalisme de la surveillance » portés par les États), le capitalisme de surveillance n'est pas dominant. Il ne peut l'être car il dépend des autres secteurs industriels (et financiers) quant à la création de la valeur (par extraction) et en tant qu'il se présente d'abord comme un service proposé à ces derniers. S'il a quelque velléité à devenir lui-même, en ses franges, une fraction productive de l'économie numérique, notamment sur le marché des objets connectés, cette incursion ne le rend pas pour autant central dans la division du travail et la redéfinition du salariat.

Pour le dire autrement, le capitalisme de surveillance n'est pas un bouleversement révolutionnaire du capitalisme. Comme nous l'avons vu, son caractère disruptif tient à ses capacités à extraire et exploiter des données en masse arrachées aux existences, mais ce n'est pas pour autant que cela induit une rupture historique dans les rapports sociaux de production (Morozov, 2019). Le couplage du *big data* et de l'IA que les GAFAM et leurs affidés ont consacré comme moyens de production leur permet de créer de la valeur à partir d'une dynamique inédite quant à son ampleur (le phénomène existe sous des formes moins spectaculaires depuis les années 1960 selon C. Masutti, 2020), sur fond d'exploitation d'une matière première vivante, mais il ne s'agit pas d'oublier pour autant que ce premier cycle de création de richesse est conditionné aux potentialités offertes à d'autres entreprises clientes du capitalisme de surveillance de créer également de la valeur. Ce qui apparaît donc comme le plus remarquable, c'est la place grandissante d'intermédiaire que le capitalisme de surveillance et ce que McKenzie Wark (2018) nomme la *classe vectorialiste* ont su prendre en ce que leurs services permettent de nourrir d'autres moteurs de rentabilité que les leurs, et ce, au point d'apparaître indispensable.

Conclusion

Le capitalisme de surveillance est donc plutôt un appendice ou une fonction du capital productif et financier. Aussi, pour Cédric Durand (2020 : 221), il s'agirait d'un *techno-féodalisme* : « La référence au féodalisme renvoie au caractère rentier, c'est-à-dire non productif, du dispositif de captation de la valeur ». Il se fonde non pas sur une maximisation de la production (les GAFAM ne produisent que partiellement ce qu'ils vendent, ils sont surtout les serveurs d'un autre type de production), mais sur celle de l'emprise sur la collectivité par le contrôle d'actifs qui, en l'espèce, relèvent de données personnelles qui sont extraites, traitées (production) et distribuées (circulation). Selon l'économiste, c'est la *prédation* qui caractériserait donc le mieux le capitalisme de surveillance : la mise en place d'un régime constant d'appropriation de l'information basée sur une asymétrie des savoirs et assurant une rente. Le risque majeur de la période tient à ce que l'exploitation du travail mêlée à l'exploitation des existences pourrait, petit à petit, conduire à une *subsomption totale* des individus. Parier sur l'optimisme des volontés ne suffira certainement pas à contrecarrer ce couplage infernal ; miser sur les externalités positives de l'accumulation ou gager que l'émergence de mouvements préfiguratifs dans le domaine du numérique permettra de désajuster cette « sainte-alliance », certainement pas davantage. Aussi ne s'agit-il pas moins que d'inventer une dynamique d'« adieu au marché [allant] de pair avec un réinvestissement des subjectivités. [...] Alors seulement, les limites librement choisies de l'autonomie de chacun seront compatibles avec une maîtrise collective et consciente de la question économique » (Durand, 2020 : 234).

Références

- Bihr A. et Husson M., 2020, *Thomas Piketty. Une critique illusoire du capital*, Paris, Éd. Page deux/ Éd. Syllepse.
- Casilli A., 2019, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Chandler A. Jr., 1988 [1977], *La Main visible des managers. Une analyse historique*, trad. de l'anglais (États-Unis) par F. Langer, Paris, Éd. Economica.
- Clarke R., 1988, « Information Technology and Dataveillance », *Communications of the ACM*, p. 498-512. <https://doi.org/10.1145/424111.424113>
- Cloutier L. M., 2018, « Shoshana Zuboff. La clairvoyance de l'influence des TIC sur la transformation du capitalisme », dans I. Walsh, M. Kalika et C. Dominguez-Péry (éds), *Les Grands auteurs en systèmes d'information*, Paris, EMS Éd. <https://doi.org/10.3917/ems.walsh.2018.01.0330>
- Cotter K. et Reisdorf B., 2020, « Algorithmic knowledge gaps: Education and experience as co-determinants », *International Journal of Communication*, 14, p. 745-765.
- Dardot P. et Laval C., 2014, *Commun. Essai sur la révolution au xxe siècle*, Paris, Éd. La Découverte.
- Durand C., 2020, *Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique*, Paris, Éd. La Découverte.
- Eubanks V., 2018, *Automating Inequality: How high-tech Tools Profile, Police and Punish the Poor*, New York, St. Martin's Press.
- Foster J. B. et McChesney R. W., 2014, « Surveillance Capitalisme. Monopoly-Finance Capital, the Military-Industrial Complex, and the Digital Age », *Monthly review*, 66 (3). <https://monthlyreview.org/2014/07/01/surveillance-capitalism/>.
- Fuchs C., 2014, *Digital Labour and Karl Marx*, New York, Routledge.
- Fumagalli A. et al., 2019, *Cognitive Capitalism, Welfare and Labour*, Londres, Routledge.
- Fumagalli A., 2015, *La vie mise au travail. Nouvelles formes du capitalisme cognitif*, Paris, Eterotopia.
- Graeber D., 2018, *Bullshit Jobs*, trad. de l'anglais par É. Roy, Paris, Éd. Les Liens qui libèrent.
- Gramsci A., 1978 [1948-1951], *Cahiers de prison*, t. 3, cahier 12, trad. de l'italien par M. Aymard et al., Paris, Gallimard.
- Guillaud H., 2021, « L'âge du capitalisme de surveillance : vers un capitalisme et une surveillance sans limite ? », *InternetActu.net*. <https://www.internetactu.net/2021/01/20/lage-du-capitalisme-de-surveillance-vers-un-capitalisme-et-une-surveillance-sans-limites/>
- Lordon F., 2019, « Entretien », dans G. Mordillat et B. Rothé, *Salaire, travail, profit*, Arte Éd.
- Maeckelbergh M., 2011, « Doing Is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalization Movement », *Social Movement Studies*, 10 (1), p. 1-20. <https://doi.org/10.1080/14742837.2011.545223>
- Manokha I., 2018, « Le scandale Cambridge Analytica contextualisé : le capital de plateforme, la surveillance et les données comme nouvelle "marchandise fictive" », *Cultures & Conflits*, 109, p. 39-59. <https://doi.org/10.4000/conflits.19779>

- Marx K., 2018, *Manuscrits de 1857-1858*, dits « Grundrisse », Paris, Éd. Sociales.
- Masutti C., 2020, *Affaires privées. Aux sources du capitalisme de surveillance*, Caen, C&F Éd.
- Mattelart A. et Vitalis A., 2014, *Le Profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle*, Paris, Éd. La Découverte.
- Mayer-Schönberger V. et Ramge T., 2018, *Reinventing Capitalism in the Age of Big Data*, New York, Basic Books.
- Morozov E., 2020, « Extraction des données par les GAFAM : aller au-delà de l'indignation », *LVSL.fr*. <https://lvsl.fr/extraction-des-donnees-par-les-Gafam-aller-au-dela-de-lindignation-par-evgeny-morozov/>.
- Morozov E., 2019, « Digital socialism? The calculation debate in the age of Big Data », *New Left Review*, 116-117, p. 33-67. <https://newleftreview.org/issues/ii116/articles/evgeny-morozov-digital-socialism>
- Morozov E., 2014, *Pour tout résoudre, cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique*, trad. de l'anglais (États-Unis) par M.-C. Braud, Limoges, Éd. FYP.
- Moulier Boutang Y., 2007, *Le Capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Paris, Éd. Amsterdam.
- Negt O., 2007, *L'Espace public oppositionnel*, trad. de l'allemand A. Neumann, Paris, Payot.
- Ragnedda M., 2020, *Enhancing Digital Equity. Connecting the Digital Underclass*, Cham, Palgrave Macmillan.
- Rouvroy A. et Berns T., 2013, « Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? », *Réseaux*, 177, p. 163-196. <https://doi.org/10.3917/res.177.0163>
- Ruha B., 2019, *Race After Technology: Abolitionist Tools for the New Jim Code*, Cambridge, Polity Press.
- Simondon G., 2017, *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Grenoble, J. Millon.
- Smyrniaos N., 2017, *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique*, Paris, INA Éd.
- Wark M., 2018, « Et si ce n'était même plus du capitalisme, mais quelque chose d'encore bien pire ? », *Multitudes*, 70. <https://doi.org/10.3917/mult.070.0076>
- Wilson W. J., 1987, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass and Public Policy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Wilson B., Hoffman J. et Morgenstern J., 2019, « Predictive inequity in object detection », *arXiv.org*. <https://arxiv.org/pdf/1902.11097.pdf>.
- Zuboff S., 2020, *L'Âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir*, trad. de l'anglais (États-Unis) par B. Fomentelli et A.-S. Homassel, Paris, Éd. Zulma.
- Zuboff S., 1996, « The Emperor's new information economy », dans Orlikowski W. et al. (éds), *Information Technology and Changes in Organizational Work*, Londres, Chapman & Hall.
- Zuboff S., 1988, *In the Age of Smart Machine: The Future of Work and Power*, New York, Basic Books.

